

Un plan d'action de trois ans pour améliorer la surveillance de l'environnement

Dossier de la rédaction de H2o
September 2018

Le ministère chinois de l'Environnement mettra en œuvre cette année un plan d'action de trois ans pour lutter contre les violations environnementales comme la falsification des données de surveillance et les interférences avec ces dernières. Le ministère renforcera la supervision et vérifiera les données collectées par les organes de surveillance aux niveaux provincial, municipal et de district, a indiqué un responsable du ministère. Les pollueurs dans les régions cruciales telles que la zone Beijing-Tianjin-Hebei et le delta du fleuve Yangtze, ainsi que des secteurs comme la papeterie, feront l'objet d'une surveillance minutieuse, selon le responsable. Malgré les programmes de ces dernières années dans la surveillance écologique et environnementale, le pays reste confronté à des problèmes graves et urgents tels que la falsification répétée des données par les pollueurs et l'insistance récurrente des autorités locales sur le responsable. Les responsables locaux reconnus coupables d'insistance dans la surveillance environnementale feront l'objet de sanctions disciplinaires conformément aux lois et réglementations ad hoc, et ceux responsables de violations criminelles en altérant ou falsifiant des données de surveillance seront poursuivis par les organes judiciaires, a-t-il ajouté.

Plus tôt ce mois-ci, le ministère a eu des entretiens avec des responsables du gouvernement de la ville de Linfen, dans la province riche en charbon du Shanxi, en raison des mesures laxistes de protection environnementale et de la déterioration de la qualité de l'air. Le ministère a découvert que la ville avait falsifié des données de surveillance de l'environnement entre avril 2017 et mars 2018 en s'insistant à presque 100 reprises dans le travail de ses six stations de surveillance. Seize personnes impliquées dans la falsification des données ont été reconnues coupables et condamnées à des peines de prison en mai 2018.

Xinhuanet